

Monsieur le Président,

Nous vivons la meilleure des époques, et aussi la pire, pour reprendre une formule de Charles Dickens. Cette citation contient une part de vérité qui s'applique à la situation économique.

Nos pays jouissent d'une croissance économique soutenue, qui dépasse les prévisions d'il y a quelques mois. Mais notre situation n'en reste pas moins fragile, et celle de nombreux pays n'appartenant pas à l'OCDE bien plus encore.

L'avenir à court terme, avec en particulier les problèmes des déséquilibres du commerce mondial et de l'endettement international, sera difficile et demande une gestion prudente. Nous ne devons pas oublier que toute solution à ces deux problèmes nécessitera des changements de politique et la coopération de pays qui ne sont pas représentés à cette réunion. Je songe en particulier aux pays d'Asie exportateurs nouvellement industrialisés et aux pays débiteurs à revenu intermédiaire.

La gestion de l'économie mondiale est une responsabilité que les pays de l'OCDE partagent avec les pays non membres, mais c'est à nous, pays de l'OCDE, que revient la plus lourde part. Nous sommes les principaux moteurs de l'activité économique mondiale. Nos débats en matière d'orientation économique, qu'il s'agisse de la coordination des politiques internationales, de la dette, des échanges, de l'ajustement structurel ou des subventions agricoles, ont une incidence disproportionnée, en bien ou en mal, sur nombre d'autres économies plus vulnérables et aux prises avec des difficultés bien plus grandes.

Compte tenu de nos responsabilités en tant que principaux gestionnaires de l'économie mondiale, il pourrait être utile de faire le point pour savoir où nous en sommes, sur quels points il y a lieu d'être satisfait et sur quels autres il faudrait s'engager davantage dans le sens d'une action plus décisive. Cette perspective mondiale est importante pour nous ici, à l'OCDE et elle l'est aussi pour le Canada, qui s'apprête à accueillir le sommet économique de Toronto.